Séance publique du 26 février 2001

Délibération n° 2001-6283

commission principale : environnement, propreté, eau et assainissement

commune (s) : Villeurbanne

objet : **Collecteur nord de Vaulx en Velin - Réaménagement du rejet existant dans le canal de Jonage -
Approbation d'un dossier de consultation des entrepreneurs - Appel d'offres ouvert**

service : Délégation générale aux services urbains et à la proximité - Direction de l'eau

Le Conseil,

Vu le rapport du 7 février 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Monsieur le directeur de l'eau vient de communiquer au Conseil un dossier de consultation des entrepreneurs relatif aux travaux de réaménagement du rejet existant dans le canal de Jonage, commune de Villeurbanne.

Ce projet est inscrit au programme 2001 de travaux neufs de la direction de l'eau.

Lors de la séance du 25 janvier 2000, le conseil de Communauté a approuvé le dossier relatif à la réalisation de l'ouvrage de rejet des eaux de temps de pluie du nouveau collecteur nord de Vaulx en Velin.

Cette consultation a été déclarée sans suite par la commission permanente d'appel d'offres le 10 octobre 2000, en raison du retard pris lors de l'instruction pour l'obtention de l'autorisation préfectorale de rejet.

Ce nouveau dossier comprendrait :

- le réaménagement d'un ouvrage de rejet par temps d'orage dans le canal de Jonage à Villeurbanne,
- la réalisation de batardeaux en palplanches dans le canal de Jonage, des travaux de terrassement dans le corps de digue et le canal, la pose d'enrochements dans le canal, la réalisation en béton armé de l'ouvrage d'amenée, de la chambre de chute et de l'ouvrage de rejet.

Il s'agit d'un marché unique.

Le montant global de l'opération s'élèverait à :

- montant total HT	10 500 000 F
- TVA 19,60 %	2 058 000 F
- montant total TTC	<u>12 558 000 F</u>

et se décomposerait comme suit :

- construction de l'ouvrage de rejet,
- réfection de la chaussée,
- plans de récolement,
- mission de coordination-sécurité,
- déplacement de réseaux d'électricité.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné son accord sur la procédure énoncée ci-dessous le 4 janvier 2001 ;

Vu ledit dossier de consultation des entrepreneurs ;

Vu les articles 295 à 298 du livre III du code des marchés publics ;

Oùï l'avis de sa commission environnement, propreté, eau et assainissement ;

DELIBERE

1° - Accepte le dossier de consultation des entrepreneurs qui lui est soumis.

2° - Décide :

a) - de traiter ces travaux par voie d'appel d'offres ouvert sur offres de prix, conformément aux dispositions des articles 295 à 298 du livre III du code des marchés publics,

b) - de régler les travaux de réfection de la chaussée, les plans de récolement, la mission de coordination-sécurité sur les marchés annuels traités par voie d'appel d'offres et conclus à cet effet par les directions de la voirie, de l'eau et des ressources humaines,

c) - de régler les travaux de déplacement de réseaux d'électricité à EDF,

d) - que les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres.

3° - Autorise :

a) - monsieur le président à :

- accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement et à signer le marché ainsi que tous les actes contractuels s'y référant dans la limite des crédits budgétaires,

- solliciter l'aide de l'Agence de l'eau et à signer la convention à intervenir.

b) - la conversion en euros des éléments financiers du marché initialement établi en francs, par la mise en œuvre d'une clause contractuelle de conversion ou par la signature entre les parties au contrat d'un constat de conversion applicable au plus tard le 1er janvier 2002.

4° - La dépense de 10 500 000 F HT, à engager pour ces travaux, sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Communauté urbaine - budget annexe de l'assainissement - exercice 2001 - compte 238 510 - fonction 2 222 - opération 0135 001 C01.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,